

# «Elu pour faire le job»

**CONSEIL EXÉCUTIF** L'UDC Pierre Alain Schnegg brigue un nouveau mandat. Il entend poursuivre les réformes entreprises à la tête de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

PAR PHILIPPE OUDOT

Pierre Alain Schnegg n'est pas un politicien comme les autres. Agé de 55 ans, il n'est entré en politique que récemment, après une carrière d'entrepreneur de plus de 30 ans. C'est en effet lors de l'élection complémentaire du printemps 2016 qu'il a effectué son véritable baptême du feu politique. Suite à la démission du socialiste Philippe Perrenoud, il avait emporté la mise face à son challenger socialiste Roberto Bernasconi, prenant la tête de la Santé publique et de la prévoyance sociale (SAP). Une élection qui, du coup, avait fait basculer à droite la majorité au gouvernement. Depuis son arrivée, notre interlocuteur a fait souffler un vent nouveau à la SAP, en multipliant les réformes. Mais au vu de la lourde charge de travail à la tête de cette Direction mammoth, qu'est-ce qui le motive à repartir au combat? «J'ai l'ambition de mener à terme les nombreux projets en cours. J'ai aussi envie d'apporter un peu de mes compétences pour faire avancer ce canton.»

## Un taux catastrophique

Parmi les gros dossiers, il cite notamment la réorganisation du secteur de l'asile, celui de l'intégration dans le domaine de l'immigration «dont le taux est catastrophique». Pour ce qui est de la santé, le développement de la médecine ambulatoire place les institutions de santé face à d'énormes défis. «Il faut donc analyser la situation, voir si ce qu'on fait est encore nécessaire et trouver les meilleures solutions avec les prestataires concernés.»

Une tâche particulièrement ardue, car il faut un gros travail de prise de connaissance et d'analyse pour prendre des décisions cohérentes, observe-t-il. «Pour me faire un avis fondé sur les différents dossiers, j'investis énormément d'heures à écouter les arguments pour et contre, avant de trancher.»



En 18 mois, Pierre Alain Schnegg a entrepris de nombreuses réformes à la SAP, et il compte bien les mener à terme. A-KEYSTONE

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'action du conseiller d'Etat lui a valu une volée de bois vert, en particulier en raison des coupes dans le social. Si la critique n'est jamais très agréable, il note que cela l'aide aussi à poser un regard critique sur sa propre action et à peser encore mieux

vont dans la bonne direction.» En tout cas, il se dit convaincu qu'il faut faire bouger les choses, «car vouloir s'accrocher aux acquis sans se demander si c'est juste, ce n'est pas avoir une vision d'avenir.»

## Des parallèles

Quoi qu'il en soit, il voit un certain nombre de parallèles entre son ancien job d'entrepreneur et celui de conseiller d'Etat. Il répète d'ailleurs à qui veut l'entendre qu'il gère sa direction un peu comme une entreprise, soulignant que dans un cas comme dans l'autre, il faut savoir prendre des décisions, valider ou refuser des projets.

«Les mécanismes sont finalement assez semblables. Dans une entreprise, on a affaire à des clients qu'il faut satisfaire et des actionnaires qui attendent un retour sur investissement. Et dans le secteur public, le cercle est certes plus large, avec des institutions, des bénéficiaires

de prestations, mais aussi des contribuables qui paient des impôts, et tous attendent des prestations de qualité. Il faut donc trouver des solutions qui donnent satisfaction au plus grand nombre.»

A l'évidence, l'arrivée de Pierre Alain Schnegg à la SAP a bouleversé les habitudes dans ce fief dirigé depuis près de 30 ans par des élus socialistes. Pour imposer sa ligne, le boss a mis en place des rencontres hebdomadaires avec tous ses responsables de service. «Ce sont de courtes séances, pas de brainstorming, mais pour faire le point sur des dossiers, et prendre des décisions que les offices sont ensuite chargés de mettre en œuvre. Et si la rencontre hebdomadaire ne suffit pas, j'en organise une deuxième ou une troisième pour faire avancer le dossier en question.» Sachant que la clé de la majorité au gouvernement se joue dans le Jura bernois, Pierre Alain

Schnegg se dit convaincu que le bilan de ces 18 derniers mois saura convaincre les Jurassiens bernois de reconduire le quatuor bourgeois, et donc de le réélire. «Sur cette courte période, le gouvernement a conduit bien des projets et pris des décisions claires dans de nombreux domaines: la loi sur l'aide sociale, la stratégie fiscale ou encore dans le secteur de la formation. Les gens voient bien dans quelle direction nous voulons conduire le canton.»

Pour notre interlocuteur, reconduire l'actuelle majorité est d'autant plus important qu'aujourd'hui, la collaboration entre le gouvernement le Grand Conseil s'est bien améliorée et qu'il y a beaucoup moins de situations de blocage. «Cela nous permet de progresser sur la voie de notre indépendance financière, car il ne faut pas oublier que Berne reçoit chaque jour 3,5 mios de francs versés par d'autres cantons...»

## Pourquoi voter pour vous?

«En un peu plus de 18 mois, j'ai réussi à faire avancer beaucoup de dossiers et à mettre en œuvre divers projets. Cela n'a pas toujours été le cas au sein de cette Direction par le passé... J'estime qu'il est important que l'Etat soit plus regardant sur ce qu'il fait et pourquoi il le fait, ne serait-ce que par respect pour les citoyens.»

«Par ailleurs, j'ai vraiment envie de mener à bien ce que j'ai entrepris depuis mon arrivée, et de faire profiter le canton de mon expérience professionnelle. Je dispose en effet d'un bagage qui, contrairement à mes deux challenges, me permet d'aborder sous un angle différent les problématiques qui se posent.» PHO

## SON PARCOURS EN BREF

- ➔ Agé de 55 ans, Pierre Alain Schnegg est natif du Jura bernois et vit à Champoz. Marié, il est le père de quatre enfants, aujourd'hui adultes, et le grand-père de deux petits-enfants.
- ➔ De par son parcours, il se considère comme un pur produit de la formation duale du Jura bernois: après un apprentissage d'employé de commerce effectué dans une entreprise de machines-outils, il a entrepris des études en informatique, formation complétée par un MBA.
- ➔ En 1987, il a cofondé une première entreprise, puis une seconde, dans le domaine informatique. Entre 1987 et 2014, cette dernière a vu ses effectifs passer de 4 à 145 collaborateurs.
- ➔ En 2009, Pierre Alain Schnegg a rejoint le conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois, d'abord comme vice-président, puis comme président.
- ➔ Sur le plan politique, il a entamé sa carrière en 2014 dans les rangs de l'UDC sur les bancs du Grand Conseil et du CJB, qu'il a présidé de 2015 à mi-2016. Au printemps 2016, il a succédé à Philippe Perrenoud comme représentant du Jura bernois au Conseil exécutif, battant son challenger socialiste Roberto Bernasconi.
- ➔ De par son emploi du temps très chargé, Pierre Alain Schnegg est un lève-tôt et un couche-tard et a peu de temps à consacrer aux loisirs. «J'apprécie de me retrouver tranquillement chez moi, en famille. Et quand je trouve le temps, je fais volontiers un peu de ski en hiver, quelques sorties à vélo en été, ainsi que de la photo.» PHO

«Vouloir s'accrocher aux acquis sans se demander si c'est juste, ce n'est pas avoir une vision d'avenir.»

PIERRE ALAIN SCHNEGG

tous les arguments avant de prendre une décision. «Je n'ai d'ailleurs pas été élu pour être encensé, mais pour faire le job et mettre en œuvre les requêtes du parlement. Et à ce jour, je crois que les décisions prises

## «Pour l'avenir de l'hôpital de Moutier, tout dépendra donc de l'offre de Delémont»

Un des gros dossiers qui l'attend sera la négociation relative au départ de Moutier. Dans ce contexte, l'association Moutier-Résiste ne risque-t-elle pas de lui compliquer la tâche? «Non», estime Pierre Alain Schnegg. D'abord, en démocratie, chacun a le droit de s'exprimer. Ensuite, elle va sans doute jouer un rôle d'aiguillon «qui ne pourra sans doute être que positif», une fois la décision sur les recours connue. Cela dit, s'il y aura sans doute des points de friction lors des négociations sur le départ de Moutier, «les grandes lignes sont connues.»

S'agissant de l'avenir du site prévôtois de l'Hôpital du Jura bernois (HJB), le conseiller d'Etat constate que la situation est particulièrement complexe.

«En tout cas, on ne pourra pas nous accuser de ne pas avoir rendu les Prévôtis attentifs aux risques encourus.» Le gouvernement ayant clairement fait savoir qu'il n'entendait en aucun cas gérer un hôpital de soins aigus multisites dans deux cantons, Pierre Alain Schnegg considère que la solution retenue par le conseil d'administration est la meilleure. A savoir de faire du site prévôtois une filiale appartenant à l'HJB. «Cela facilitera la recherche de la meilleure solution pour assurer la pérennité de l'établissement de soins.»

## Tout dépendra de Delémont

Il observe toutefois que cela dépendra des autorités jurassiennes. Or, pour l'heure, celles-ci ne se sont toujours

pas manifestées. Et si aucune solution satisfaisante ne devait être trouvée avec ces dernières, Pierre Alain Schnegg n'exclut aucune piste, «la vente à un acteur privé, par exemple, pouvant aussi être une excellente solution pour toute la région. Tout dépendra donc de l'offre de Delémont.»

Dans la perspective du départ de Moutier, les Verts libéraux ont déposé une motion demandant de réduire de 12 à 10 le nombre de sièges au Grand Conseil qui sont attribués au Jura bernois. Certains remettent même en cause le siège garanti au Conseil exécutif. Pas de quoi inquiéter le conseiller d'Etat. Il note toutefois que les Jurassiens bernois devront se montrer actifs pour rappeler au canton qu'en tant que

petite minorité linguistique et culturelle, cette région a besoin de ce statut particulier qui la protège et garantit ses droits. Pierre Alain Schnegg se dit par ailleurs convaincu que les Bernois, dans leur grande majorité, soutiennent le bilinguisme du canton, et donc la place du Jura bernois.

Quant au fameux «+» du statu quo+, notre interlocuteur rappelle qu'avec son statut particulier, le Jura bernois dispose d'un outil solide. Il offre au CJB un réel pouvoir de décision dans les domaines où la langue et la culture sont concernées, ou qui touchent spécifiquement le Jura bernois. En revanche, dans d'autres domaines, c'est une région comme les autres et elle n'a pas à être traitée d'une manière différente. PHO